



VERSAILLES

Université Versailles Saint Quentin

45, avenue des Etats Unis
78000 VERSAILLES

Versailles, le 2 novembre 2021

Objet / Commission de Sécurité de l'arrondissement de Versailles – Université Versailles Saint Quentin – 45 avenue des Etats unis - 78000 Versailles

Madame,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joints, le procès-verbal ainsi que l'arrêté municipal référencé n° 2021/2176 relatifs à la visite effectuée le 2 septembre 2021, dans votre établissement par la Commission de sécurité de l'arrondissement de Versailles.

L'avis favorable à la poursuite de l'exploitation qui a été émis est révocable à tout moment, en cas d'infraction à la réglementation dûment constatée, en particulier lors des visites inopinées des représentants de la Commission de sécurité de l'arrondissement de Versailles.

Je vous précise toutefois que les prescriptions émises par la Commission de Sécurité de l'arrondissement de Versailles devront être prises en compte **dans les meilleurs délais**. De plus, tous les travaux ultérieurs de création, aménagement ou modification de l'établissement, qu'ils soient ou non soumis à permis de construire, ne pourront être exécutés qu'après autorisation du Maire, donnée après avis de la commission

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.



Jean-Pierre de ROUSSANE

Maire-adjoint délégué à la Sécurité,
aux Affaires militaires, aux Anciens combattants
et aux Marchés publics



VERSAILLES

SERVICE SECURITE CIVILE, ET PREVENTION DES RISQUES

ARRETE MUNICIPAL N° A 2021/ 2176

Autorisation de poursuite de l'exploitation « Université Versailles – Saint Quentin » 45, Avenue des Etats Unis à Versailles.

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

- Vu le Code général des collectivités territoriales ; notamment les articles L 2212-2 alinéa 5
- Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L 111-8, R 111-19-11 et R 123-46 ;
- Vu la loi du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu le décret n° 95-260 du 08 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu le décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public ;
- Vu l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Vu les arrêtés du 1^{er} août 2006 et du 21 mars 2007 modifiés pris pour application du décret 2006-555 ;
- Vu l'avis de la commission de sécurité de l'arrondissement de Versailles contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur en date du 02 septembre 2021 ;

ARRETE :

Article1 :

L'établissement « Université Versailles - Saint Quentin » sis 45, avenue des Etats Unis à Versailles, composé des bâtiments :

- « **Sophie Germain** » de type R avec activités de types N et W et de 2^{ème} catégorie
- « **Joiot Curie** » de type R et de 3^{ème} catégorie
- « **Fermat** » de type R avec activités de type PS et de 2^{ème} catégorie

- « **Fermat** » de type R avec activités de type PS et de 2^{ème} catégorie
- « **Buffon** » de type R avec activités de type L et de 2^{ème} catégorie
- « **Descartes** » de type R avec activités de types N et X et de 2^{ème} catégorie
- « **Bibliothèque** » de type S et de 3^{ème} catégorie

est autorisé, à poursuivre son exploitation et suite à l'avis favorable a la réception de travaux relatifs à l'AT n° 784619V 0081 a ouvrir au public les locaux concernés par ces aménagements.

Article 2 :

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités, notamment en réalisant dans les meilleurs délais les prescriptions et les observations formulées dans l'avis de la Commission de sécurité de l'arrondissement de Versailles ;

Article 3 :

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié directement à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Une ampliation sera transmise à :

- M. le préfet des Yvelines ;

A l'hôtel de Ville, le 18 octobre 2021



Jean-Pierre de ROUSSANE

Maire-adjoint délégué à la Sécurité,
aux Affaires militaires, aux Anciens combattants
et aux Marchés publics



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet
Direction des sécurités
Service interministériel de défense et de protection civile**

**PROCÈS VERBAL
DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ D'ARRONDISSEMENT
DE VERSAILLES**

Visite du 2 septembre 2021

OBIET : Commune de VERSAILLES

Dossier : Université Versailles - Saint Quentin (#646-ERP-201)

Affaire : Visite périodique

Adresse : 45 avenue des Etats Unis

REFER : Code de la construction et de l'habitation (CCH).

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié.

Procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité du 10/07/2015 relatif à l'autorisation de travaux n° 7864615V0058.

Procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité du 21/10/2016 relatif à l'autorisation de travaux n° 7864616V0143.

Procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité du 24/08/2018 relatif à l'autorisation de travaux n° 7864618V0087.

Procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité du 29/10/2019 relatif à l'autorisation de travaux n° 7864619V0081.

Procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité du 24/07/2020 relatif à l'autorisation de travaux n° 7864620V0040.

Personnes présentes à la commission

Présidente de la commission:

Madame CANET, chargé de mission - section prévention des risques et sécurité du public

Membres :

Monsieur PAIN, conseiller municipal

Lieutenant BRU, représentant le SDIS 78

Assistaient également à la réunion:

Monsieur CORDEVANT, chef du service prévention - UVSQ

Madame WATRIN, directrice des bibliothèques - UVSQ

Madame DOUR LAZARIS, responsable BU des sciences - UVSQ

Monsieur PELTIER, service technique - SSIAP1 - UVSQ

Monsieur BIAUSSAT, DPI maintenance

Madame BOURCIER, responsable administrative - UVSQ

Monsieur ROUMANE, responsable sécurité - UVSQ

Monsieur ZERMANO, responsable site logistique - maintenance sécurité - UVSQ

Monsieur WINTHER, chargé de sécurité - centre hospitalier Versailles

Monsieur VEGA, technicien DEF (SSI)

La commission de sécurité d'arrondissement de Versailles s'est réunie le 2 septembre 2021 afin de procéder à la visite des bâtiments de l'université Versailles - Saint Quentin sur le site de Versailles.

L'université Versailles Saint Quentin est implantée sur une parcelle de 9 hectares environ, sur laquelle sont implantés les bâtiments suivants :

Bâtiment Sophie Germain qui accueille des locaux d'enseignements, de recherche et le restaurant du CROUS ;

Bâtiment Descartes qui accueille des locaux d'enseignements, de recherche et la cafétéria du CROUS ;

Bâtiment Buffon qui accueille des locaux d'enseignements ;

Bâtiment Fermat qui accueille l'administration du site, des locaux d'enseignements et des locaux de recherche ;

Bâtiment Joliot-Curie qui accueille des locaux d'enseignements et de recherche ;

La Bibliothèque des Sciences ;

Bâtiment Lavoisier à usage de recherche ;

Pavillon Panhard à usage administratif ;

Un pavillon à usage de logement.

La commission de sécurité a procédé à la visite des bâtiments Sophie Germain – Restaurant du CROUS, Buffon, Descartes, Fermat, Joliot-Curie et de la Bibliothèque des Sciences.

Le bâtiment Sophie GERMAIN – Restaurant du CROUS est susceptible d'accueillir 977 personnes dont 43 au titre du personnel. Il est classé en type R avec activités des types N et W de la 2^{ème} catégorie.

Le bâtiment JOIOT-CURIE est susceptible d'accueillir 455 personnes dont 55 au titre du personnel. Il est classé en type R de la 3^{ème} catégorie.

Le bâtiment FERMAT est susceptible d'accueillir 1172 personnes dont 215 au titre du personnel. Il est classé en type R avec une activité de type PS de la 2^{ème} catégorie.

Le bâtiment BUFFON est susceptible d'accueillir 930 personnes dont 124 au titre du personnel. Il est classé en type R avec activité de type L de la 2^{ème} catégorie.

Le bâtiment DESCARTES est susceptible d'accueillir 1465 personnes dont 180 au titre du personnel. Il est classé en type R avec des activités des types N et X de la 2^{ème} catégorie.

La Bibliothèque des Sciences est susceptible d'accueillir 454 personnes dont 19 au titre du personnel. Elle est classée en type S de la 3^{ème} catégorie.

Les constatations sur place permettent de faire les remarques suivantes :

Les dispositions prises pour assurer l'évacuation et/ou la mise à l'abri des personnes en situation de handicap en cas d'évacuation n'ont pas fait l'objet d'un dossier soumis à l'avis de la sous-commission départementale de sécurité.

Chaque bâtiment dispose dans son hall d'accès d'un téléphone facilement repérable, dédié à l'appel des services de secours. Sa continuité n'est pas assurée en cas de coupure électrique et les appels ne transitent pas par le PC sécurité du site permettant un engagement précoce des agents de sécurité titulaire du diplôme d'agents SSIAP.

La commission demande que le responsable de l'établissement réalise les prescriptions suivantes :

1/Prendre toutes les dispositions (consignes spécifiques) et former l'ensemble du personnel, pour assurer en cas de sinistre, l'évacuation immédiate des personnes en situation de handicap, circulant en fauteuil roulant ou non (Articles R.143-4 du CCH et GN 8).

2/Réaliser les dispositions nécessaires à la mise à l'abri préalable des occupants ne pouvant évacuer ou être évacués rapidement en cas d'incendie (Articles R.143-4, R.143-7 et R.143-41 du CCH et GN 8). Avant leur réalisation, les dispositions retenues devront être impérativement autorisées par l'autorité administrative dans les conditions fixées aux articles L.111-8 et R.111-19-7 du Code de la construction et de l'habitation.

3/S'assurer de la continuité de la liaison téléphonique de l'établissement avec les sapeurs-pompiers en cas de coupure électrique, afin de permettre l'alerte des secours en toutes circonstances. En présence du public, s'il ne bénéficie pas d'une installation qui fait appel à une ligne analogique, alors le téléphone doit être secouru par des solutions techniques de types "onduleur" ou "batterie" permettant d'assurer la continuité de son alimentation électrique durant 1 heure au moins (articles R.143-41 du CCH, EL 3 et MS 70 ; note d'information du ministère de l'intérieur référencée DGSC/DSP/SDSIAS/BPRI n° 06 du 24 janvier 2017).

4/Assurer l'alerte des secours depuis chaque bâtiment via le PC de sécurité du site, afin de permettre l'engagement précoce des agents SSIAP dans l'attente de l'arrivée des secours sapeurs-pompiers.

Le moyen de communication retenu doit être facilement accessible et rester fonctionnel malgré la coupure de l'électricité. Afficher de façon apparente et près de chaque appareil les modalités d'appel des secours sur une fiche inaltérable (articles MS 50 et MS 70).

La commission émet, à l'unanimité de ses membres, un avis favorable :

-à la poursuite de l'exploitation pour l'ensemble des bâtiments de l'université de Versailles Saint Quentin situés sur le site de Versailles.

-à la réception des travaux d'aménagement (AT n° 7864619V0081) de la cafétéria et de remplacement du SSI dans le bâtiment Descartes.

-à la réception des travaux d'aménagement et de remplacement du SSI dans le bâtiment Buffon.

-un **avis favorable** pour que le délai pour la prochaine visite périodique du site soit porté à **5 ans** au lieu de **3 ans** conformément à l'article GE 4 §3.

La présidente de la commission



Geneviève CANET

Rappels de la réglementation

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques suivants par des organismes agréés ou par des techniciens compétents, avec les périodicités suivantes :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle
- les installations de chauffage - étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, en fluide frigorigène (article CH 58) : annuelle
- les installations électriques (article EL 19 § 2) : annuelle
- les ascenseurs (articles R.125-2 à R.125-2-6 du CCH et AS 9) : toutes les 6 semaines (bon fonctionnement), semestriel (câbles), annuel (parachutes et nettoyage) par un technicien compétent et tous les 5 ans par un organisme agréé.
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle
De plus, le Système de Sécurité Incendie de catégorie A devra toujours être vérifié tous les trois ans par une personne ou un organisme agréé.
- les installations de ventilation mécanique contrôlée (VMC), de climatisation et les centrales de traitement d'air (article CH 58) : annuelle
- les dispositifs de filtration des installations de climatisation et des installations de ventilation de confort (article CH39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence
- les clapets coupe-feu des conduits aérauliques (article CH 58) : annuelle
- les mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage (clapets, volets, portes, etc. - articles DF 10 et MS 73) : annuelle.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.143-44 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.143-37 du CCH).

Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).

Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).